

*Allocations familiales—Loi*

En plus de ce chômage élevé et de la cherté de la vie, que se passe-t-il? Le ministère des Pêches met des employés à pied. Cette année, il remerciera des centaines de personnes. Tout le monde sait combien nous dépendons des pêches et combien le ministère emploie de fonctionnaires dans notre province. Les transports également font l'objet de coupures. La dernière dont nous ayons entendu parler et pour laquelle nous voulons une confirmation—on la démentira j'espère—c'est la fermeture pure et simple de Terra Transport, c'est-à-dire le service ferroviaire du CN à Terre-Neuve. C'est le dernier vestige de réseau ferroviaire dans notre province et le gouvernement veut le supprimer. Il nous faut additionner tous ces facteurs.

Il ne suffit pas de dire que nous avons signé l'Accord de l'Atlantique et que c'est notre planche de salut. Ce n'est pas vrai, car les emplois ne viendront pas avant des années. Lorsqu'ils viendront, que tirerons-nous de l'Accord? Peut-être 200 millions par année, alors que le déficit provincial est déjà de 300 millions. Ce ne sera donc pas notre planche de salut.

J'ai dit tout cela pour montrer que les choses ne s'arrêtent pas au projet de loi sur les allocations familiales. Néanmoins, ajouté aux autres mesures, ce projet de désindexation aura un effet important dans notre province et sur tous les habitants de la région atlantique. Le gouvernement doit l'admettre. Même s'il ne regarde rien d'autre, il doit au moins voir les sondages et s'apercevoir de la réaction de la population à cette mesure. Ce genre d'attitude doit changer. Les conservateurs ne peuvent pas toucher aux programmes sociaux. Le député à ma gauche qui a dit qu'il fallait les laisser intacts a parfaitement raison. Ce que je veux faire ressortir, c'est qu'il est inacceptable et insupportable que l'on impose ces restrictions à l'heure actuelle, non seulement dans les programmes sociaux dont nous dépendons depuis longtemps, mais aussi ailleurs. Le budget des ports pour petites embarcations créait aussi des emplois à une époque. Même les programmes de création d'emplois ont changé, au détriment des habitants des régions rurales. Des projets comme Canada au travail sont plus difficilement accessibles aux ruraux parce qu'ils supposent de la formation et d'autres choses de ce genre. Il semble y avoir un glissement général vers la droite qui a un effet totalement insupportable sur la région que je représente. Le projet de loi sur les allocations familiales n'est qu'un exemple qui le fait ressortir.

Tout le monde a droit à un traitement juste et équitable. Il est impossible d'avoir des politiques uniformément applicables à tout le Canada. Nous le savons. Joey Smallwood racontait de temps à autre l'histoire du lit de Procuste, un Grec qui tenait ce que l'on appellerait aujourd'hui un motel. Il n'avait qu'un lit et chaque voyageur qui couchait à l'auberge devait être de la même taille que le lit. S'il était trop grand, L'aubergiste raccourcissait les membres des trop grands et étirait ceux des trop petits. Cela ne peut pas se faire au Canada. Le Canada est fait de régions et nous devons tenir compte de ce facteur. Selon moi, l'une des choses qui manquent au gouvernement actuel, c'est une politique de développement régional. Je lui ai déjà demandé de dire à la Chambre quelle est sa politique à cet égard. Il ne l'a pas fait. Qu'est-il arrivé au MEER? Qu'est-ce qui l'a remplacé? Y a-t-il une politique de développement régional pour le Canada? Les régions ne sont pas toutes égales. Si le gouvernement met sur pied des programmes de portée générale pour réduire les dépenses au petit

bonheur dans tout le pays, cela touchera davantage les habitants des régions qui sont déjà défavorisées. Telle est la situation.

Je reviens à mon thème principal. Le gouvernement n'a pas expliqué quelle serait sa politique de développement économique pour Terre-Neuve. J'espère que le député de Mississauga-Sud se penchera sur cette question parce qu'il est partisan d'un système axé sur la libre entreprise. Selon sa théorie, tout ira bien parce que le gouvernement va donner le rôle central à l'entreprise privée, qui sauvera le pays. Selon moi, rien ne montre que c'est ainsi que les choses se passent à Terre-Neuve. Entre-temps, le gouvernement sabre dans les programmes de la Fonction publique et les mesures de sécurité sociales sur lesquelles la province a toujours beaucoup compté depuis qu'elle s'est jointe à la Confédération et il ne fait rien pour les remplacer. Non seulement est-ce mauvais en principe, comme l'a signalé mon ami à ma gauche, mais c'est particulièrement mauvais à cette étape-ci de notre développement parce que cela finira de couler notre économie.

Je veux savoir ce que le premier ministre de Terre-Neuve pense non seulement de ces mesures, mais aussi de décisions qui nous toucheront très bientôt, c'est-à-dire aujourd'hui, demain ou d'ici quelques jours, relativement aux compressions budgétaires du Canadien National et à la disparition de Terra Transport à Terre-Neuve. La seule réaction possible serait de lutter de toutes nos forces contre ces décisions. J'espère que tous ceux qui veulent se joindre à cette lutte se regrouperont et formeront une coalition solide. Nous devons mener cette lutte. Quant au projet de loi, il est mauvais en soi. Il aura des conséquences négatives sur les gagne-petit. Si l'on examine les changements aux allocations familiales, au crédit d'impôt-enfants et à l'exemption d'impôt au titre des enfants, de même que la taxe de vente et la désindexation de l'impôt sur le revenu, on constate que cela représente une perte nette pour les gagne-petit. Par principe, ces gens ne peuvent pas assumer un tel fardeau et ne devraient pas y être obligés, surtout à une époque où leur avenir économique est sérieusement menacé. C'est un fait. C'est ce qui se passe maintenant. Je ne sais pas combien de fois il faudra le répéter au gouvernement. Il semble bien que le gouvernement fasse la sourde oreille à toute demande de ce genre, d'où qu'elle vienne. Le groupe qui a joint sa voix aux autres le plus récemment à cet égard est la Conférence canadienne des évêques catholiques, qui a aussi fait beaucoup dans ma propre province. Le pape lui-même avait parlé de cette question lors de son voyage au Canada à l'occasion d'une adresse prononcée à Flat Rock, à Terre-Neuve. Il est certes plus éloquent que moi, mais j'ai moi aussi le devoir aujourd'hui de prendre la parole à la Chambre des communes pour répéter ce que le pape et la Conférence canadienne des évêques catholiques ont dit. Ces derniers ont déclaré: «Nous avons examiné le motif de la restructuration des mesures sociales, c'est-à-dire réduire le déficit. Quelle que soit la valeur d'une telle stratégie, la société ne doit pas se laisser à une idéologie d'austérité qui fait passer les théories économiques abstraites avant la dignité et les besoins de l'être humain». Voilà le nœud de la question. On ne peut pas se laisser aller à une idéologie d'austérité qui fait passer une théorie économique abstraite avant la dignité et les besoins de l'être humain.